



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



agence nationale  
de la cohésion  
des territoires

## Informations générales

Email de contact : pauline.reuter@maine-et-loire.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 23 juillet 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou

Si protocole de préfiguration : date de signature : None

## Signataires

Nature des signataires du CRTE :

- nom : CC des Vallées du Haut-Anjou, SIREN : 200071868, nature : CC

## Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage
- PCAET
- Projet alimentaire territorial
- SAGE
- Territoire engagé pour la nature

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

- OPAH
- OPAH-RU
- ORT
- Contrat local de Santé
- Contrat enfance jeunesse
- Contrat local d'engagement pour l'amélioration de l'accès des services au public
- Communauté professionnelle territoriale de santé
- Convention territoriale globale
- Contrat local d'éducation artistique et culturelle



- Contrat Territorial Eau
- Contrat nature

Liste des programmes de l'ANCT intégrés :

- Petits villes de demain
- France services

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- Orientation stratégique n°1 : habiter et accueillir durablement de nouveaux habitants
- Orientation stratégique n°2 : faire vivre et partager les ressources d'une identité rurale porteuse de dynamiques économiques et humaines
- Orientation stratégique n°3 : encourager et tirer parti du rayonnement sur tout le territoire des dynamiques urbaines attractives à l'échelle du bassin angevin
- Orientation stratégique n°4 : renouveler la gouvernance du territoire, poursuivre l'ouverture aux acteurs du territoire et aux territoires voisins

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : Oui

## **Plan d'action**

Domaines d'action publique couverts :

- Accès à un logement de qualité
- Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
- Efficacité énergétique
- Culture et patrimoine
- Santé et soins
- Organisation des déplacements
- Mobilités douces
- Transports en commun
- Tourisme durable
- Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau, chaleur...)
- Pratique agricole durable, agro-écologie
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
- Economie, production et consommation durable
- Gestion des risques (inondations...)

- Gestion quantitative et qualitative de l'eau
- Production d'énergies renouvelables
- Véhicules électriques, hybrides, GNV, bornes de recharge...
- Tiers Lieux
- Usages et inclusion numériques
- Education
- Sport
- Loisirs

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 88

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 0

## **Gouvernance et évaluation**

composition du COPIL :

- CC des Vallées du Haut-Anjou
- nom : Pays de la Loire, SIREN : 52, nature : region

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

- Conférence des maires

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : -

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : None

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Non

### **Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale :**

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions :

## Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l'ingénierie locale : None

Mobilisation d'une ingénierie externe :

- NON

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : -€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : 1.56M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : -€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : -  
€